



HAL
open science

Master Stratégie et ingénierie économique (SIE) Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Stratégie et ingénierie économique (SIE). 2016, Université d'Angers. hceres-02041553

HAL Id: hceres-02041553

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041553v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Master Stratégie et ingénierie économique

- Université d'Angers - UA

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Droit, économie et gestion

Établissement déposant : Université d'Angers - UA

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Le master *Stratégie et Ingénierie Economique* (SIE), créé en 2010, est porté par la Faculté de Droit, Economie et Gestion. Le master SIE a un profil mixte professionnel et de recherche, et vise à former des experts ou chargés d'études en stratégie de développement et en ingénierie économique. Le cursus du master comprend en deuxième année (M2) trois spécialités : (i) *Chargé de Développement : Entreprise, Territoires durables, Culture* (CDET) ; (ii) *Intelligence Economique et Stratégie Compétitive* (IESC) ; (iii) *Ingénierie Economique* (ING) (formation d'ingénieurs-économistes-statisticiens). Ces trois spécialités de M2 sont préparées par une première année (M1) comportant pour moitié un tronc commun et pour l'autre moitié des enseignements préparatoires à l'une des trois spécialités. La spécialité CDET comprend deux parcours : *Développement Territorial* et *Culture*. La spécialité IESC est exclusivement professionnelle, elle est proposée en alternance et peut accueillir des étudiants en apprentissage ou en formation continue. La spécialité ING est à l'origine orientée recherche mais elle vise aussi des applications professionnelles.

L'équipe pédagogique compte 25 enseignants-chercheurs (EC), majoritairement des économistes. Ceux-ci sont pour la plupart rattachés au Groupe de Recherche Angevin en Economie et Management (GRANEM), qui est une Unité Mixte de Recherche (UMR) du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) ayant entre autres des axes de recherche proches des spécialités CDET et ING. Plusieurs diplômés de ces spécialités sont actuellement inscrits en thèse à l'Ecole Doctorale ED DEGEST Droit, économie, gestion, environnement, sociétés et territoires. L'équipe pédagogique est complétée par 33 professionnels vacataires en provenance des secteurs concernés. Ces professionnels, qui sont des cadres d'entreprises, de banque ou du secteur public et associatif, sont surtout intégrés dans les spécialités CDET (où ils effectuent le tiers des heures d'enseignement) et IESC (où ils en font la moitié) ; la spécialité ING, plus orientée recherche, ne fait pas appel à des professionnels. Dans l'ensemble cependant, la plupart des EC qui interviennent dans le master SIE le font à la fois en M1 et dans l'une ou l'autre des spécialités de M2, ce qui permet d'assurer ainsi une certaine continuité de l'enseignement entre les deux années de la formation.

Synthèse de l'évaluation

La présentation qui précède de la structure de la formation se rapporte au document « Bilan/autoévaluation » préparé par le responsable du master ; elle diffère d'autres sources : la fiche-diplôme préparée par l'université et la demande d'évaluation initialement adressée au HCERES (Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Ce dernier document mentionne cinq parcours : en plus des trois mentionnés précédemment figure une spécialité *Direction de projets dans les nouvelles filières culturelles* qui a été *in extremis* fusionnée avec CDET en ajoutant à son titre le mot « culture » ; un dernier parcours *Droit et stratégies des entreprises du végétal* a pour sa part complètement disparu.

Le master compte apparemment au total 75 étudiants en 2014-2015, un effectif à peu près stable depuis 2011-2012 (76 inscrits). Selon les données du rapport d'autoévaluation, les 75 inscrits du master en 2014-2015 se répartissent entre 26 en M1 et 47 en M2 (dont 23 dans la spécialité CDET). Il y a une incertitude sur le total entre 75 ou 73 inscrits. Les recrutements en M1 se font à l'extérieur de l'université, souvent à l'étranger (environ 40 % des inscrits en M1 comme en M2 sont étrangers) ; la situation se répète lors du passage M1-M2 : sur 47 inscrits, 18 viennent du M1. Autre problème d'information : les effectifs étudiants du master sont chiffrés par l'université à 62 et non 75 en 2014-2015.

Le master donne une solide formation en analyse économique, avec des débouchés professionnels sur les métiers de l'expertise économique et une ouverture à la recherche. Il s'appuie sur une UMR CNRS - Centre National de la Recherche Scientifique - Université à laquelle participent la plupart des enseignants-chercheurs qui y interviennent, et plusieurs anciens étudiants sont inscrits en doctorat. Pour autant, le master est ouvert à des débouchés professionnels régionaux ou nationaux, et de nombreux cadres des secteurs public ou privé participent à l'enseignement ou offrent des stages aux étudiants, au moins en ce qui concerne les spécialités CDET et IESC. Le master dans son ensemble recourt intensivement

au numérique : outre que la plupart des cours sont en ligne sur la plateforme Moodle, plusieurs enseignements recourent à des techniques informatiques sophistiquées. La spécialité *IESC*, proposée en alternance, peut accueillir des étudiants en apprentissage ou en formation continue, mais leur nombre effectif reste très limité.

Globalement, les effectifs étudiants, relativement petits, permettent un suivi quasi-individuel. Le master cherche des ouvertures internationales en faisant appel aux instruments habituels (accords de partenariat, etc). Les étudiants d'Angers pourraient chercher des stages, ou passer un semestre Erasmus à l'étranger mais ils utilisent peu cette opportunité, malgré l'existence de quelques cours en anglais en M1. Du côté de la mobilité entrante, les étudiants étrangers accueillis n'ont pas toujours le profil requis, malgré l'intervention d'une « Commission de Validation » des candidatures.

Malgré ces points positifs, la formation se heurte à une désaffection du public étudiant local : sur la trentaine d'étudiants de la licence *Economie et gestion* de l'Université d'Angers, un tout petit nombre s'inscrit au master *SIE*, si bien que les trois quart des 26 étudiants du M1 doivent être recrutés à l'extérieur. Malgré un taux de réussite de 90 % au M1, il faut à nouveau recourir aux recrutements externes pour nourrir le M2, où les étudiants venant du M1 deviennent minoritaires. Si bien que l'on a affaire avec le M1 et le M2 pratiquement à deux diplômés qui s'adressent à des publics différents et non à une même formation suivie sur deux ans. De plus, les recrutements externes sont composés en partie d'étudiants étrangers (environ 40 % des inscrits) dont une partie, selon les termes du rapport d'autoévaluation, « ne maîtrisent ni le français, ni l'anglais, ni même les codes culturels les plus élémentaires ». Il se pose donc un problème de qualité des étudiants, qui n'est pas en phase avec la qualité du master. La formation doit mobiliser le vivier local et reconstituer une filière continue de la licence *Economie et gestion* (ou d'autres licences de la région, par exemple la licence *Mathématiques et Informatique Appliquée aux Sciences Sociales* de l'Université Catholique de l'Ouest) jusqu'au master *SIE* en deux ans ; cela pourrait s'accompagner d'un recrutement de très bon niveau à l'échelon national, ce qui suppose de mieux faire connaître la formation afin de renforcer son attractivité.

Conséquence de ce qui précède, se pose le problème d'une formation qui compte plus d'enseignants que d'étudiants. L'équipe pédagogique compte au total 25 enseignants chercheurs et 33 professionnels vacataires, mais la répartition est déséquilibrée selon les années et les spécialités : en première année (M1), où 26 étudiants sont inscrits, 20 enseignants-chercheurs (EC) (dont 14 économistes et trois gestionnaires) interviennent ainsi que cinq professionnels. En M2 *ING*, pour 12 étudiants, il y a 12 EC et un professionnel, alors que dans les deux autres spécialités (pour 35 étudiants), 13 EC et 27 professionnels interviennent.

Dans l'ensemble, l'organisation de la formation est complexe, ce qui reflète son hétérogénéité. Le document d'autoévaluation, difficile à déchiffrer, comporte de plus des annexes qui n'ont pas été mises à jour : on y mentionne par exemple une spécialité qui a disparu et une autre qui a été fusionnée avec *CDET*. Certains éléments manquent : en particulier, on ne dispose pas de la composition par matières enseignées des unités d'enseignement des diverses spécialités ; il est ainsi difficile d'apprécier la complémentarité réelle entre les trois spécialités et les mutualisations qui pourraient être faites dans un master qui reste coûteux avec 2 300 heures dont les deux tiers sont assurées par des enseignants-chercheurs en poste. Le suivi de l'insertion des étudiants ou bien n'est pas disponible (les informations publiées en juin 2015 concernent la promotion 2011-2012, époque où la spécialité *ING* n'existait pas), ou bien manquent de fiabilité (pour la spécialité *IESC*, sur 23 inscrits, 18 ont été interrogés et 8 ont répondu). Il est dans ces conditions difficile de porter une appréciation précise sur l'efficacité réelle de la formation.

En conclusion, le master *SIE* présente des atouts certains.

Points forts :

Ses points forts sont : un appui mutuel solide entre équipe de recherche et équipe pédagogique, dont témoignent plusieurs poursuites d'études en doctorat ; une participation importante des professionnels dans les deux spécialités à orientation professionnelle ; un bon niveau de technicité pour la troisième spécialité qui est plus orientée recherche. Mais il reste une importante marge de progrès.

Points faibles :

Il y a ainsi des points faibles que ne parviennent pas à masquer la complexité de la maquette et les contradictions entre les documents du dossier : les effectifs étudiants, en baisse régulière depuis cinq ans selon la fiche diplôme, sont nettement trop faibles compte tenu du nombre d'enseignants investis dans le master. Plus grave, la qualité des étudiants recrutés est très loin de se rapporter à celle de l'équipe pédagogique. Les maigres données dont on dispose sur l'insertion des diplômés en termes de salaires et d'emplois jettent un doute sur l'efficacité de la formation.

Recommandations :

Il en résulte les recommandations suivantes : des changements profonds s'imposent pour donner à ce master - le seul en économie à l'université d'Angers - la place qu'il mérite. Il faut absolument s'efforcer de capter des candidatures de qualité plus nombreuses et disposées à poursuivre les deux années du master, tout en exigeant des étudiants recrutés à l'extérieur de l'université, grâce à une procédure de sélection stricte, les pré-requis qualitatifs indispensables. La promotion du master passe aussi par une simplification de la maquette, peut-être la fusion de CDET et IESC qui permettrait la mise en commun des réseaux professionnels, et par une restauration de la gouvernance de la formation. Tout cela suppose une réflexion collective sur la place de cette formation dans l'université d'Angers, réflexion à mener avec les forces vives de la région.

Analyse

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>Le master vise à former en deux ans des experts ou chargés d'études en stratégie et ingénierie économique, avec un profil mixte professionnel et de recherche.</p> <p>Le cursus du master <i>Stratégie et ingénierie économique</i> (SIE) comprend trois spécialités : (i) <i>Chargé de développement : Entreprise, Territoires durables, Culture</i> ; (ii) <i>Intelligence économique et stratégie compétitive</i> ; (iii) <i>Ingénierie Economique</i>. Ces trois spécialités de M2 sont préparées par un M1 comportant pour moitié un tronc commun (y compris un stage ou mémoire) et pour l'autre moitié des enseignements préparatoires à l'une des trois spécialités.</p> <p>Au niveau M2, la spécialité <i>Chargé de Développement</i> (CDET) comporte deux parcours (Développement Territorial ; Culture) et donc une unité optionnelle (5 crédits européens) à laquelle s'ajoute un stage (professionnel) ou mémoire (de recherche) comptant 17 crédits (sur 60). La spécialité <i>Intelligence Economique et Stratégie Compétitive</i> (IESC) est pour sa part exclusivement professionnelle et s'affiche « en alternance » avec un stage comptant pour 17 crédits. Enfin, la spécialité <i>Ingénierie Economique</i> (ING) peut être professionnelle ou de recherche, avec un stage ou mémoire comptant 7 crédits sur 60.</p> <p>La fiche d'autoévaluation, probablement pas mise à jour, mentionne deux autres spécialités de M2 qui n'existent plus, ce qui reste à confirmer : <i>Direction de projets dans les nouvelles filières culturelles</i> et <i>Droit et stratégies des métiers du végétal</i>. Il semble que la première de ces spécialités ait été fusionnée avec CDET, ajoutant ainsi le parcours « culture » au développement territorial.</p>
<p>Environnement de la formation</p>	<p>Du point de vue de l'environnement recherche, la formation trouve un appui recherche significatif dans le GRANEM (Groupe de Recherche Angevin en Economie et management) qui est l'UMR (Unité Mixte de Recherche dépendant du CNRS et de l'Université) qui accueille la plupart des enseignants-chercheurs. Cette équipe a deux axes de recherche qui correspondent précisément aux spécialités <i>CDET</i> et <i>ING</i>. Enfin, le responsable de la mention codirige un contrat du GRANEM sur un thème proche des matières enseignées. D'autres équipes de recherche ou laboratoire de l'Université d'Angers appuient aussi la formation (la spécialité <i>CDET</i> a un champ secondaire en Sciences Humaines et Sociales, et s'appuie sur le laboratoire Espaces et sociétés-ESO-Angers pour ce qui concerne la géographie et la sociologie).</p> <p>Les liens avec l'environnement socio-économique sont établis par les professionnels qui assurent respectivement un tiers et 50 % des cours dans les spécialités <i>CDET</i> et <i>IESC</i>. La formation entretient de cette manière un réseau intense de relations avec des entreprises ou des organisations de la région. Celles-ci accueillent de nombreux stagiaires. Des relations privilégiées ont été établies avec la Caisse des Dépôts, l'Association Nationale France-Cluster, le pôle Vegepolys, la grappe d'entreprises Neopolia, la CCI d'Angers, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de la Sarthe, le Conseil Général du Maine et Loire, l'Agence d'Urbanisme de la région angevine, la Sodemel (Société d'Equipement du Département de Maine et Loire) , la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS), Terre des Sciences, l'agglomération urbaine de Nantes, le Conseil Régional, le pôle régional des musiques actuelles, le festival Premiers Plans, la Samoa-Société d'aménagement de la métropole Ouest-atlantique</p>

	<p>(Nantes), Isover Saint Gobain, Orange, Cerema-Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, le Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Angers, etc. Donc assez largement du secteur public ou parapublic.</p> <p>La thématique du master est relativement originale, ce qui lui assure une position de relative exclusivité par rapport à d'autres formations au niveau régional ; c'est le cas en particulier pour le parcours <i>CDET</i> qui associe développement industriel, culture et aménagement du territoire. Cependant, des enseignements voisins sont assurés par exemple à l'Université de Rennes 1 (master d'économétrie) similaire à la spécialité <i>ING</i>, ou avec les masters d'intelligence ou de veille économique d'Angers qui rappellent <i>IESC</i>. Restent bien sûr des spécificités qui font l'originalité du master <i>SIE</i>.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>L'équipe pédagogique comprend 25 enseignants-chercheurs, majoritairement des économistes, et 33 professionnels vacataires, mais la répartition est déséquilibrée selon les années et les spécialités : en M1, 20 enseignants chercheurs (EC) interviennent ainsi que cinq professionnels. En M2 <i>ING</i>, 12 EC et un professionnel interviennent, alors que dans les deux autres spécialités, 13 EC et 27 professionnels interviennent. Les mêmes enseignants-chercheurs interviennent en M1 et en M2, ce qui assure l'homogénéité de l'ensemble du master et le suivi pédagogique des étudiants. Le nombre d'heures dispensées au total pour le M1 et les M2 est d'environ 2 300 h (les deux tiers par les EC). Plus en détail, le M1 et les M2 consomment chacun environ la moitié de ce total ; mais en M1, 85 % des heures sont faites par des personnels en poste.</p> <p>La formation est dirigée par le responsable du master <i>SIE</i> (en même temps responsable du M1) et il y a aussi un responsable pour chacune des spécialités de M2.</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>Les données sur les effectifs présentent quelques divergences entre les sources. Le document d'autoévaluation donne pour l'année 2014-2015 un effectif total de 26 étudiants en M1 et 47 en M2 (dont 23 en <i>CDET</i>). Mais les fiches diplômes de l'Université donnent un chiffre de 11 étudiants en M2 <i>CDET</i>, auxquels s'ajoute un étudiant en « direction de projets dans les filières culturelles » ce qui conduirait à un total de 36 étudiants pour l'ensemble du M2.</p> <p>Le taux de réussite est de 90 % en M1 et 95 % en M2 d'après le document d'autoévaluation pour 2014-2015. En 2012-2013, d'après la fiche diplôme, le taux de réussite était de 80 % en M2 ; l'amélioration de la performance entre ces deux dates serait due à un recrutement plus sélectif des étudiants. Le master recrute essentiellement des étudiants venant de l'extérieur de l'Université d'Angers (les trois quart des effectifs du M1). La part des recrutements extérieurs est un peu plus faible en M2 compte tenu des passages quasi-automatiques M1-M2, mais le nombre des entrées directes en M2 reste fort : 29 étudiants sur 47 soit 62 %. Au total, l'attractivité du master vis-à-vis des diplômés de licence <i>Economie et gestion</i> d'Angers (parcours économie) est faible. On note la part importante des étudiants étrangers parmi les entrées externes (38 % des inscrits en M1, 42 % en <i>IESC</i> et <i>ING</i>) et on s'interroge sur la procédure de recrutement : il n'y a nulle trace d'une comparaison du nombre de candidats au master et des étudiants finalement admis, ce qui laisse penser que l'entrée est « libre » (tous les candidats sont acceptés, sauf peut-être pour la promotion 2014-2015). Cela pose implicitement la question du niveau réel de la formation et des étudiants, dont les responsables semblent avoir pris conscience tardivement (restriction de la sélection pour la promotion 2014-2015).</p> <p>Les données sur l'insertion laissent à désirer, avec un écart important entre la fiche d'autoévaluation et la fiche-diplôme de l'Université.</p>
<p>Place de la recherche</p>	<p>La plupart des enseignements de M1 et M2 sont liés aux travaux universitaires des enseignants-chercheurs membres du GRANEM qui est une UMR CNRS regroupant la quasi-totalité des enseignants-chercheurs d'Angers en économie et gestion ; cette équipe est par ailleurs membre de la Fédération de Recherche CNRS TEPP (Travail Emploi et Politiques Publiques) qui regroupe de nombreuses équipes à Paris et dans l'ouest de la France. Les étudiants sont incités à réaliser des projets de recherche théoriques ou appliqués dans le cadre de plusieurs enseignements (par exemple en économétrie). Pour les étudiants qui s'orientent vers les</p>

	<p>parcours recherche, un mémoire doit être réalisé dans le cadre du GRANEM ou d'autres laboratoires associés à la formation. On note que plusieurs étudiants ayant terminé le M2 se sont inscrits en thèse mais le nombre d'allocations doctorales est insuffisant pour couvrir toutes les demandes d'inscription à l'Ecole Doctorale. En conclusion, le master <i>SIE</i> bénéficie d'un fort appui recherche.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>Les étudiants du master <i>SIE</i> sont engagés dès le M1 à réaliser un Projet Personnel Professionnel de l'Etudiant (3PE). En fait, ce projet, qui est une forme de portefeuille de compétences, est introduit dès la première année de licence <i>Economie et gestion</i> et suit l'étudiant tout au long de sa scolarité. L'originalité de cet outil est qu'il est conçu comme un enseignement encadré par un tuteur et donnant lieu à notation. Il prépare à la recherche de stages, au comportement au travail, et il favorise les rencontres avec des professionnels ou d'anciens étudiants. Ce dispositif est complété par une « semaine professionnelle » chaque automne, équivalente à un « forum des métiers », ainsi que par des partenariats avec des associations locales d'information sur l'évolution des métiers et professions. Tout cela dénote un effort de sensibilisation des étudiants au monde professionnel.</p> <p>Les professionnels interviennent de façon très active dans les diverses spécialités de M2. En <i>CDET</i> et en <i>IESC</i>, il y a de nombreux intervenants professionnels en provenance du secteur public local, d'entreprises, de l'Economie Sociale et Solidaire, d'organismes spécialisés sur la veille stratégique, ou sur les nouveaux métiers du développement territorial.</p> <p>Le master <i>ING</i> (Ingénierie Economique), créé en 2012, est plus orienté recherche et recourt peu aux interventions de professionnels. Cette spécialité procure en effet des compétences techniques spécifiques (on pourrait penser au big data) qui se suffisent à elles-mêmes.</p> <p>La fiche du Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) est un peu ancienne par rapport au master <i>SIE</i> actuel. On est resté sur un master de droit et économie du végétal à dominante juridique, qui existait dans l'ancienne période contractuelle mais a disparu depuis. Il est temps de la mettre à jour.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Les stages sont obligatoires en M2 comme en M1 (sauf pour les étudiants qui ont choisi l'orientation recherche et qui font un mémoire), avec remise d'un rapport de stage aux tuteurs (académique et professionnel) et soutenance orale, mais leur durée et leur pondération varie selon les parcours. En M1, le stage est de huit semaines minimum, mais on n'en connaît pas la pondération.</p> <p>En M2 <i>CDET</i> et <i>IESC</i>, un stage de quatre à six mois est prévu et obligatoire. En M2 <i>ING</i>, le stage est de quatre mois minimum et doit s'effectuer dans un poste qui requiert les compétences acquises par l'étudiant en analyse économique, en statistique ou en économétrie. On peut se demander si de tels stages existent localement en nombre suffisant.</p> <p>On note qu'en M2 <i>IESC</i> ou <i>CDET</i>, le stage (ou mémoire si orientation recherche) compte pour 17 crédits sur 60, ce qui correspond à la pratique courante ; mais en M2 <i>ING</i>, la pondération du mémoire ou du stage est seulement de 7 crédits ; cette faible pondération pose la question de la qualité de ces mémoires ou stages. Une harmonisation des pondérations entre les parcours s'impose.</p> <p>Les étudiants sont accompagnés activement et individuellement par des enseignants référents pour leur recherche de stage : dans le cadre du 3PE, des heures de travaux dirigés sont consacrées en M1 à la sélection des établissements d'accueil, à la rédaction des curriculum vitae (CV) et des lettres de candidature, enrichissant ainsi le projet professionnel de chacun. Les rapports de stage sont évalués sur la base de la production écrite, par leur tuteur universitaire qui tient compte des retours du tuteur professionnel, les deux étant en contact pendant la période de stage. Les mémoires orientés vers la recherche sont, quant à eux, évalués par le directeur de recherche.</p> <p>En M2, les rapports de stage font l'objet d'une soutenance orale, devant le tuteur universitaire et le tuteur professionnel. Le stage réalisé par les étudiants inscrits en parcours professionnel est évalué à partir des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La grille d'évaluation remplie par le Maître de stage permet d'évaluer le degré de compétence et d'adaptation de l'étudiant aux différents

	<p>objectifs fixés par l'entreprise ou l'administration. La grille n'est pas disponible dans le dossier.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le rapport de stage remis par l'étudiant à l'issue de son stage à son maître de stage et à son tuteur pédagogique permet d'évaluer la capacité d'analyse et de synthèse de ce dernier ainsi que sa capacité à mobiliser et s'approprier dans le cadre d'une mission professionnelle les savoirs et savoir-faire acquis au cours de sa formation universitaire. - La soutenance orale permet d'évaluer la capacité de l'étudiant à communiquer de manière claire et synthétique auprès d'un public les éléments-clés résultant de son stage. <p>Les étudiants étrangers s'orientent prioritairement vers des mémoires de recherche, documents d'une trentaine (M1) ou d'une cinquantaine (M2) de pages, sur un sujet théorique et/ou appliqué, relatif à l'une des problématiques étudiées dans le cadre du master, et généralement en lien avec les thèmes de recherche du GRANEM.</p> <p>On ne connaît pas la répartition des étudiants entre ceux qui choisissent de faire un stage et un rapport, et ceux qui optent pour le mémoire de recherche.</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>L'ouverture à l'international fait l'objet des instruments habituels : partenariats internationaux, mobilité des étudiants entrante et sortante, cours en anglais, etc. Mais comme souvent l'application de ces instruments donne des résultats décevants. Il y a des accords internationaux de partenariat mais ils sont largement inefficaces (ne se traduisent par aucun résultat concret affiché en termes d'enseignement ou de recherche). Les étudiants d'Angers pourraient chercher des stages, ou passer un semestre Erasmus à l'étranger mais ils n'utilisent pas cette opportunité. Du côté de la mobilité entrante, les étudiants étrangers accueillis n'ont pas toujours le profil requis, malgré l'intervention d'une « Commission de Validation » (dont on ne connaît pas les conditions de sa composition), au point que l'on évoque la possibilité d'éliminer d'emblée les candidatures provenant de certains pays.</p> <p>Il y a des cours en anglais mais peu nombreux : trois cours en M1 (sur une vingtaine) et un cours dans chacune des spécialités de M2. Les responsables sont conscients de cette insuffisance mais la situation n'évolue que lentement.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>La procédure de recrutement n'est pas décrite de façon détaillée. Le nombre des candidatures, de celles qui sont retenues, et leur provenance n'est pas fournie. Des indices donnent à penser que jusqu'à une date récente, la sélection n'était pas draconienne. Le taux de passage de M1 en M2 est de 58 % pour l'année 2013-2014 (18 étudiants sur 31 inscrits en M1 <i>SIE</i> passent dans le M2 <i>SIE</i>) ; l'année suivante, il y a 47 inscrits en M2 <i>ING</i>, ce qui implique un fort afflux extérieur de 29 étudiants ; pour le M2 <i>ING</i>, ces entrées proviennent majoritairement d'autres universités françaises (licences SEG-Sciences économiques et de gestion ou MASS-Mathématiques appliquées aux sciences sociales). Mais pour les deux autres spécialités, les entrées sont composées d'étudiants étrangers qui « ne maîtrisent ni le français, ni l'anglais, ni même les codes culturels les plus élémentaires ». Il est très surprenant que ces caractéristiques ne puissent être détectées lors d'un simple entretien par Skype, qui est couramment utilisé pour traiter les candidatures étrangères. Par ailleurs, un taux de réussite de 95 % en M2 avec de tels étudiants est difficilement explicable.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>La spécialité <i>IESC</i>, proposée en alternance, peut accueillir des étudiants en apprentissage ou en formation continue ; les fiches diplômes mentionnent un étudiant en formation continue certaines années, ce qui pose probablement un problème d'aménagement de calendrier. Tous les enseignements se font en présentiel de façon traditionnelle.</p> <p>Le master dans son ensemble recourt intensivement au numérique par deux canaux : la plupart des cours sont en ligne sur la plateforme Moodle d'une part ; et d'autre part, plusieurs enseignements recourent par leur contenu-même aux techniques informatiques : dans la spécialité <i>CDET</i> pour acquérir les techniques d'analyse de données ou de cartographie ; dans la spécialité <i>IESC</i>, recours aux logiciels de veille ; dans la spécialité <i>ING</i>, usage abondant des logiciels de statistiques, d'économétrie, de gestion de bases de données.</p>

<p>Evaluation des étudiants</p>	<p>Les évaluations de chaque enseignement se font soit en examen terminal, soit en contrôle continu. Le M1 comporte en moyenne (selon parcours) une vingtaine d'évaluations (dont les trois quarts en examen terminal). En M2, le nombre d'évaluations est un peu plus faible sauf en M2 <i>IESC</i> (27 évaluations, dont 21 en examen terminal, une charge manifestement excessive). En M2, les examens prennent la forme de travaux sur des dossiers préparés par les étudiants.</p>
<p>Suivi de l'acquisition des compétences</p>	<p>Les compétences transversales que l'étudiant doit acquérir sont l'aptitude à la communication écrite et orale en français et en anglais, l'aptitude à travailler en équipe et l'aisance technique et démonstrative. Ces compétences sont appréciées par l'équipe pédagogique à l'occasion de la remise de rapports et notes de synthèse présentées à l'oral au moyen d'un diaporama. Il semble cependant que l'évaluation de l'acquisition de ces compétences ne soit pas formalisée.</p> <p>Le document Europass (supplément au diplôme de format européen) ne concerne que la spécialité de M2 <i>ING</i>. On note quelques divergences par rapport à l'autoévaluation : par exemple, le stage est mentionné comme variant de huit à 16 semaines, contre « quatre mois minimum » dans l'autre document.</p>
<p>Suivi des diplômés</p>	<p>La seule collecte d'informations formalisée est faite par le Service Universitaire d'Information, d'Orientation et d'aide à l'insertion Professionnelle (SUJO-IP) de l'Université d'Angers (enquêtes insertion à 30 mois - l'enquête à six mois n'est pas communiquée). Les résultats pour l'année 2011-2012, dernière année disponible pour des résultats en décembre 2014 publiés en juin 2015, sont présentés en annexe du fichier d'autoévaluation, mais le nombre de réponses obtenues par rapport au nombre d'inscrits est si faible qu'il n'est pas significatif : par exemple, pour la spécialité <i>IESC</i>, sur 23 inscrits, 18 ont été interrogés et 8 ont répondu. De plus, on note une divergence entre les données de l'enquête et celles de l'autoévaluation sur les salaires d'embauche. Les données livrées dans ce document sont tirées des « Enquêtes Panorama Insertion » qu'il a été impossible de retrouver ; par contre, il existe une « Enquête ministérielle sur le devenir des diplômés de master 2 de l'Université d'Angers (promotion 2011-2012) » qui donne des résultats légèrement différents de ceux du SUJO-IP.</p> <p>Les responsables du master tentent de compenser ce manque d'information fiable par des collectes directes plus ou moins informelles en recourant à l'association des anciens étudiants (uniquement pour la spécialité <i>CDET</i>), sans que les résultats soient communiqués.</p> <p>Tout cela dénote une relation distendue entre les étudiants et l'institution, les premiers ne se sentant pas réellement attachés à la seconde ; l'institution, tout en étant consciente de cette situation, ne se donne pas les moyens de promouvoir ses anciens élèves.</p>
<p>Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation</p>	<p>Le Conseil de Perfectionnement comprend tous les intervenants du master (M1 et M2), le directeur du département d'économie et le responsable administratif. Il n'y a pas de représentants étudiants ni de professionnels. Il se réunit une fois par an, propose des modifications de la maquette et discute de l'insertion professionnelle des étudiants. Il collecte les bilans et propositions des « comités d'évaluation » de chaque spécialité ou année (en fait il s'agit des équipes pédagogiques) qui se réunissent deux fois par an à l'occasion des jurys.</p> <p>Cette structure est celle qu'il faut mobiliser au départ pour analyser la situation et décider de la façon dont le master pourrait réagir à la désaffection dont il est victime. Au-delà, le Conseil de perfectionnement devrait s'ouvrir à des personnalités extérieures qualifiées et améliorer sa gouvernance.</p> <p>L'évaluation des enseignements par les étudiants est faite sous diverses formes dans chaque spécialité : en <i>CDET</i>, bilan de compétences au retour des stages ; en <i>IESC</i>, évaluation collective orale en présence de l'équipe pédagogique lors de la tenue des jurys ; en <i>ING</i>, retours d'expérience individuels sur les contenus de cours à modifier.</p> <p>Au total, il existe peu de règles formelles.</p>

Observations de l'établissement

Evaluation des formations

Observations de l'Université d'Angers

Identification de la formation

Champ de formation	Droit, économie et gestion
Type (Licence, LP, Master)	Master
Intitulé du diplôme	Stratégie et Ingénierie Economique
Responsable de la formation	Philippe LE GALL

Synthèse de l'évaluation

Introduction de la synthèse de l'évaluation	
Observations	<p>Nous tenons tout d'abord à remercier très vivement les évaluateurs de l'HCERES pour ce rapport d'évaluation, qui insiste notamment sur les « atouts certains » de cette formation, et vient appuyer notre travail en matière d'offre de formation en Economie. Dans ce qui suit, et dans la mesure où plusieurs points et demandes de clarification proches interviennent à divers niveaux de ce rapport, nous y répondrons de manière synthétique dès cette introduction.</p> <p>Le Master Stratégies et Ingénierie Economique comprend deux années de formation : la première offre des enseignements sous la forme d'un tronc commun et le choix entre trois spécialités (Chargé de Développement : Entreprise, Territoires Durables, Culture (CDETC) ; Intelligence Economique et Stratégie Compétitive (IESC) ; et Ingénierie Economique (ING)), chacune de ces trois spécialités correspondant à une seconde année de Master.</p> <p>Il n'existe donc au sein de la formation que trois spécialités. Deux autres ont existé antérieurement : la spécialité Direction de Projets dans les Nouvelles Filières Culturelles, mais qui a fusionné avec la spécialité Chargé de Développement : Entreprise, Territoires en 2013 ; et la spécialité Droit et Stratégies des Entreprises du Végétal, qui n'a pas été ouverte depuis 2011.</p> <p>Le Master compte 75 étudiants en 2014-2015. Dans l'évaluation de l'HCERES, il est fait état d'une incertitude quant à cet effectif. La différence (75 versus 62 étudiants) nous est bien connue : elle correspond à des étudiants du M2 CDETC qui sont comptabilisés en Géographie dans les effectifs de l'UFR de Lettres, non de l'UFR DEG (la formation étant portée par les deux composantes).</p> <p>Dans la synthèse de l'évaluation, comme dans la suite de cette évaluation, la question de l'attractivité de la formation en local est posée, tout comme celle de la qualité des recrutements externes. Concernant le premier point, s'il est vrai que dans le passé, un faible nombre d'étudiants de la L3 d'Angers choisissaient ce Master, ceci est de moins en moins vrai, et notre travail consiste à accroître cette « fidélisation ». Ce point, toutefois, appelle plusieurs commentaires et remarques. Premièrement, il s'agit d'attirer encore plus d'étudiants en provenance de la L3 SEG d'Angers, et pour cela, nous envisageons, lors de la refonte de notre offre globale de formation, d'introduire en Licence (principalement en L3) des cours et interventions correspondant aux spécialisations du Master, afin de fidéliser davantage d'étudiants ayant obtenu la Licence à Angers. Deuxièmement, l'accroissement des effectifs passe bien sûr par des recrutements externes : des étudiants ayant un diplôme de Licence SEG obtenu en France, comme des étudiants étrangers. Nous reviendrons ci-dessous sur les modalités de ces recrutements, et donc sur le degré</p>

	<p>de sélection. De plus, si en 2010-2011 47% des étudiants inscrits en M1 poursuivaient en M2 à Angers, ce chiffre est aujourd'hui de l'ordre de 60%, révélant que la majorité des étudiants envisage la formation dans son intégralité : il ne s'agit donc aucunement de « deux diplômes qui s'adressent à des publics différents ».</p> <p>La qualité de la sélection et le mode de sélection sont à plusieurs reprises interrogés. Plusieurs remarques s'imposent ici. Premièrement, nous souhaiterions, parallèlement au développement de notre attractivité, au niveau local, au niveau national, et au niveau international, des procédures de sélection en M1 plus formelles, ce qui n'est actuellement pas possible pour les étudiants disposant d'un diplôme délivré en France. Deuxièmement, concernant les étudiants étrangers ou ne disposant pas d'une formation initiale en économie, une procédure de recrutement/sélection existe, à un double niveau : en M1, elle s'effectue par le biais d'une commission de validation, composée jusqu'en 2015 de tous les enseignants-chercheurs économistes en poste à l'UA. En M1, environ 5% des candidatures pouvant faire l'objet d'une sélection sont désormais retenues, tandis que pour l'année 2013-2014, sur 170 dossiers reçus pouvant faire l'objet d'une sélection, 15 ont été acceptés. En M2, la sélection des demandes se fait par le biais d'un entretien d'environ 20 minutes avec les candidats, en français et en anglais (et si nécessaire par Skype). Pour 2013-2014 :</p> <p>CDET : 120 demandes, 11 acceptations IESC : 173 demandes, 12 acceptations ING : 160 demandes, 10 acceptations.</p> <p>Par ailleurs, globalement, nous jugeons nos taux de réussite satisfaisants, ce qui vient conforter la pertinence de ces recrutements et de cette sélectivité accrue. Troisièmement, s'il est fait mention dans le rapport d'auto-évaluation de quelques mauvais choix de recrutement en M1, il s'est avéré que ces choix étaient très limités, et qu'ils nous ont depuis conduits à réviser nos procédures de recrutement, comme cela a été indiqué dans le rapport d'auto-évaluation, afin d'accroître la qualité des étudiants.</p> <p>Concernant le ratio nombre d'enseignants/nombre d'étudiants, ceci correspond à un choix délibéré : ne pas concentrer les enseignements du Master sur un petit nombre d'enseignants. En Economie, les enseignants interviennent à la fois en L et en M, ce qui assure une forte continuité pédagogique, et nous avons choisi de faire intervenir en Master (surtout M2 CDETC et M2 IESC) de nombreux professionnels, parfois sur des volumes horaires restreints mais en cultivant l'idée de rendements d'échelle entre leurs interventions, comme avec celles des EC. En outre, plusieurs enseignants, à raison d'un poste et demi, assurent à l'UFR Sciences des enseignements spécifiques d'Economie, ce qui accroît par conséquent le nombre d'étudiants encadrés par les Enseignants-Chercheurs.</p> <p>Enfin, est posée la question de la complémentarité entre les trois spécialités et les mutualisations pouvant être effectuées. Tout d'abord, en M1, pour chacun des semestres, un tronc commun est établi (voir maquettes), et dans le cas des parcours spécifiques, plusieurs mutualisations ont été mises en place entre CDETC et IESC. La même chose a été entreprise en M2. Mais notre prochaine offre de formation devra effectivement accroître ces mutualisations, tout en respectant les spécificités de ces spécialisations.</p>
--	---

Points faibles	
Observations	<p>Quant à la « qualité des étudiants recrutés », voir également ci-dessus.</p> <p>Enfin, les données fournies initialement sur l'insertion des diplômés en termes de salaire et d'emploi sont correctes, et nous ne comprenons pas en quoi elles « jettent un doute sur l'efficacité de la formation ». Rappelons que :</p> <p>Concernant les M2, sur la base des dernières enquêtes PANORAMA INSERTION à 6 et 30 mois après l'obtention du diplôme fournies par l'Université.</p> <ul style="list-style-type: none"> - M2 CDET : taux d'insertion de 92%, avec un salaire annuel brut de 27.000€, et une adéquation emploi/niveau de diplôme de 70%. Le temps d'accès au premier emploi est de 1,3 mois. - M2 IESC (avant le passage en alternance) : taux d'insertion de 75%, avec un salaire annuel brut de 35.000€, et une adéquation emploi/niveau de diplôme de 71%. Le temps d'accès au premier emploi est de 3,3 mois. - M2 ING : la formation est trop récente pour être traitée par l'enquête à 30 mois, néanmoins, les étudiants de la promotion 2014-2015 sont soit en emploi, soit poursuivent en doctorat.

Environnement de la formation	
Observations	<p>S'il est vrai que, concernant IESC et ING, des formations géographiquement voisines semblent exister, celles que nous délivrons s'en distinguent fondamentalement.</p> <p>Concernant le M2 IESC, des formations complémentaires en veille et intelligence économique existent dans la région (M2 « Veille et innovation » à l'ISTIA - Université d'Angers, M2 « Intelligence économique et communication stratégique » à l'IAE de Poitiers). Toutefois, il s'agit pour la première d'une formation en veille technologique destinée à un public d'ingénieurs et pour la seconde d'une formation en sciences de la communication.</p> <p>Bien qu'il existe un Master d'Econométrie et de Statistiques à l'Université de Rennes 1 formant des statisticiens et des économètres, le M2 ING a pour vocation de former des chargés d'étude en économie et en statistique capables à la fois de mobiliser des modèles économiques (notamment en économie de la santé et du travail, en économie de l'environnement) et d'utiliser les techniques quantitatives. Ces compétences sont en phase avec le tissu économique local. De plus, elles permettent aux étudiants de ce master de poursuivre une thèse en économie.</p>

Place des projets et stages	
Observations	<p>En M1, la pondération des stages est la suivante : 3 ECTS / 30 au semestre 2 (voir maquette).</p> <p>L'harmonisation des crédits devra effectivement être revue pour le M2 ING (7 crédits contre 17 dans les autres formations).</p> <p>Enfin, des éléments peuvent être apportés concernant la répartition des étudiants choisissant un mémoire ou un stage. Pour l'année 2013-2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M1 SIE : 6 mémoires / 25 stages - M2 CDETC, IESC : stages uniquement. - M2 ING : 3 mémoires / 5 stages. Il doit être noté que les 3 étudiants ayant réalisé un mémoire sont aujourd'hui inscrits en thèse (au GRANEM), 2 d'entre eux bénéficiant d'une allocation doctorale.

Place de l'international	
Observations	<p>Ceci correspond également à la place du numérique.</p> <p>Les accords que nous avons passé avec la TELUQ (en matière d'offre d'enseignements à distance) sont récents, et sont en développement. Lors de notre prochaine offre de formation, ils devraient être plus poussés qu'actuellement.</p> <p>Enfin, il est tout à fait vrai que nous devons inciter davantage d'étudiants à développer une expérience à l'étranger (Erasmus, stage). Le nombre d'étudiants bénéficiant d'une mobilité sortante est passé de 49 étudiants par an sur la période 2005-2010 à 71 étudiants sur 2010-2015, ce que ne reflètent pas les statistiques fournies par l'université.</p>

Conseil de perfectionnement Procédures d'autoévaluation	
Observations	<p>Le Conseil de Perfectionnement, outre les intervenants du Master (M1 et M2), le directeur du département d'Economie et le responsable administratif, comprend des étudiants (en M1, un par parcours), élus par leurs pairs.</p>

Christian ROBLEDO
Président de l'Université d'ANGERS

